

ASSEMBLÉE NATIONALE

26 janvier 2024

RENFORÇANT LA SÉCURITÉ DES ÉLUS LOCAUX ET LA PROTECTION DES MAIRES -
(N° 1713)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CL24

présenté par

M. Rome, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 10

Supprimer les alinéas 5 à 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement de suppression partielle nous nous opposons à la proposition de prise en charge par l'Etat des dépenses de sécurité personnelle et privée des candidats aux élections.

Le présent article prévoit d'une part l'extension de la protection fonctionnelle des fonctionnaires aux candidats aux élections, si l'application concrète d'une telle mesure nous semble particulièrement complexe (comment définir une "faute commise dans l'exercice de ses fonctions" pour un candidat? et comment couvrir l'ensemble des candidats...), l'objectif d'assurer un soutien juridique ou psychologique aux candidats est louable.

D'autre part, cet article prévoit une disposition bien plus problématique sur le fond comme sur la forme : la prise en charge par l'Etat des dépenses de sécurité des candidats en cas de menace avérée, assurée par des services privés, comprenant par exemple "la surveillance par des systèmes électroniques". L'Etat n'a pas à prendre en charge des dépenses personnelles et privées de sécurité, une telle mesure est disproportionnée et pourrait conduire à des dérives qui viendraient semer la pagaille dans les campagnes électorales.